UN GROUPE DE TRAVAIL POUR CONSTRUIRE UN MODÈLE DE DONNÉES DU RAPPORT D'INSPECTION

Les rapports d'inspection en génie civil constituent une source précieuse de connaissances sur les ouvrages : observations, mesures, photographies, évaluations, analyses et recommandations. Ces informations restent toutefois souvent dispersées dans des documents dont les formats et l'organisation rendent leur exploitation difficile à grande échelle.

Nous lançons un groupe de travail pour définir un modèle de données commun du rapport d'inspection. L'objectif est de décrire les informations qui composent un rapport et les liens entre elles, afin de les rendre directement exploitables par des logiciels, tout en préservant leur sens métier et leur traçabilité.

Cette structuration doit permettre de retrouver plus facilement une information, de suivre l'évolution des désordres, de réaliser des analyses statistiques et de faciliter les échanges entre outils. Elle doit également constituer un socle pour développer des usages de l'intelligence artificielle à partir de données organisées et contextualisées.

Les travaux porteront sur l'identification des informations essentielles, leur définition et leurs relations : rattacher une observation à un ouvrage, associer des mesures et des photographies à un défaut, ou encore relier une évaluation aux analyses et recommandations qui en découlent. Des exemples concrets de rapports permettront de confronter le modèle aux pratiques et aux besoins des utilisateurs.

Le groupe est ouvert aux experts, aux gestionnaires de patrimoine et aux informaticiens. Le croisement de ces compétences permettra de construire un modèle pertinent pour les métiers et utilisable dans les outils numériques.

Vous souhaitez contribuer à cette démarche, partager vos besoins ou apporter des exemples issus de votre pratique ? Rejoignez le groupe de travail pour construire ensemble ce socle commun en candidatant via ce lien :

Hubert de Cumont *(EDF),*
Référent Maintenance Génie Civil
EDF – DPNT - DIPDE

PUBLICATION

PÔLE COORDINATION DES TRAVAUX

Les travaux collaboratifs menés depuis plusieurs années entre l'AFGC (Association Française de Génie Civil), le CEFRACOR (Centre Français de l'Anticorrosion) et l'IMGC ont conduit à la publication, en juillet 2026, d'un guide méthodologique dédié au diagnostic de corrosion des structures en béton armé. La rédaction de ce guide a mobilisé plus d'une vingtaine de personnes issues du monde universitaire, de l'ingénierie publique, des industriels et des bureaux d'études, tous confrontés à différents niveaux aux problématiques posées par la corrosion qui constitue la principale cause de dégradation de ces structures.

Le diagnostic de corrosion, déclenché au mieux par la détection précoce de désordres et au pire à la suite d'incidents voire d'accidents, a pour but d'identifier les causes, la gravité et l'étendue des désordres : c'est un outil méthodologique indispensable à la gestion raisonnée des structures.

Ce guide contient les éléments scientifiques, techniques et opérationnels nécessaires pour définir, réaliser et exploiter un diagnostic de corrosion ; il doit permettre de généraliser les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour traiter efficacement les problématiques de corrosion des armatures dans les structures en béton armé.

La liste des travaux et des documents déjà publiés figure sur notre site : www.imgc.fr



Bertrand Collin *(SITES)*

Le guide est disponible via le lien ci-dessus

PÉRENNISATION DU PROGRAMME NATIONAL PONTS TRAVAUX

Lancé en septembre 2023, le Programme National Ponts Travaux, permettant de subventionner jusqu'à 60 % les travaux et les études sur les ouvrages d'art communaux présentant des désordres structurels majeurs pour les communes éligibles, a connu un tel succès que son enveloppe de 55 M€ était épuisée début 2026 alors que son achèvement était prévu au 30 juin 2026.

À fin février 2026, près de 450 ponts et murs avaient bénéficié d'une subvention PNP Travaux, 150 ouvrages étaient réparés ou reconstruits, et plus de 200 étaient en cours de travaux.

L'année 2025 a permis de constater une augmentation importante du nombre de demandes faites par les communes et les intercommunalités. La conférence Ambition France Transports a conclu en juillet 2025 à la nécessité de poursuivre et d'amplifier l'effort financier pour soutenir la rénovation des ponts et murs communaux. L'ensemble de la profession (ingénieries privée et publique, entreprises de travaux…) partage la même analyse visant à rénover un patrimoine qui a souvent pâti d'un manque d'entretien.

L'appel a été entendu puisque la loi de finances 2026 a acté le principe d'une enveloppe annuelle de 50 M€ pour pérenniser et amplifier le dispositif de subventionnement.



Aujourd'hui, le texte est même inscrit dans le code des impositions sur les biens et les services (art. L425-20). Ce budget est alloué par l'AFIT France au CEREMA, qui est en charge de piloter le nouveau dispositif.

Les crédits dorénavant alloués permettront ainsi un rythme de subventionnement annuel triplant quasiment ce qu'avait permis l'enveloppe initiale : c'est un signal important qui doit mobiliser toute la filière.

La préservation des ouvrages d'art constitue un enjeu majeur pour la sécurité des usagers, la continuité des mobilités du quotidien et la résilience des territoires.

Près de 32 000 communes peuvent bénéficier du PNP et celles qui possèdent un ou plusieurs ouvrages fortement altérés peuvent ainsi traiter leurs urgences. Elles sont aussi encouragées à mettre en place une politique de gestion de leur patrimoine, fondée sur la connaissance, la surveillance et l'entretien réguliers.

Contact : pnptravaux@cerema.fr

Olivier Nicolas *(CEREMA)*

IMGC Formation

UN TEMPS POUR MAÎTRISER LA VIE DES OUVRAGES

Des formations conçues par et pour les professionnels

Lancée à l'initiative de la profession, notre organisme poursuit son développement avec une ambition claire : mieux accompagner les professionnels qui interviennent au quotidien sur les infrastructures existantes.

Inspection, diagnostic, maîtrise d'œuvre de travaux de réparation, instrumentation… les métiers de l'Ingénierie de l'existant mobilisent des compétences techniques toujours plus pointues. Face au vieillissement des infrastructures et à l'augmentation des besoins en maintenance et en réhabilitation, le partage des connaissances et des bonnes pratiques prend une place essentielle.

Parce que l'ingénierie de l'existant repose sur des savoir-faire techniques et une solide expérience de terrain, IMGC Formation s'appuie sur un réseau de formateurs experts. Ils partagent leur expertise, leurs pratiques et leurs retours d'expérience pour proposer des formations concrètes, au plus près des problématiques rencontrées sur le terrain.

Maîtres d'ouvrage, gestionnaires de patrimoine, bureaux d'études, maîtres d'œuvre, entreprises : nos formations s'adressent à tous les acteurs qui souhaitent renforcer leurs compétences et celles de leurs équipes dans le domaine de l'ingénierie de l'existant.

UN CATALOGUE STRUCTURÉ AUTOUR DE TROIS GRANDS THÈMES

Le catalogue IMGC Formation s'est enrichi pour couvrir un large éventail des compétences nécessaires à la surveillance, à l'évaluation, à la réparation et au renforcement des ouvrages existants.

Inspection

De l'acquisition des fondamentaux à la maîtrise de l'inspection des ouvrages d'art courants, ces formations permettent de développer les compétences nécessaires à une inspection rigoureuse, structurée et adaptée aux enjeux des ouvrages.

- Maîtriser les fondamentaux de l'inspection des ouvrages d'art
- Maîtriser l'inspection des ouvrages d'art courants

Évaluation et gestion

Ces formations permettent d'aborder les différentes étapes allant du diagnostic à la définition d'une stratégie d'intervention, en intégrant notamment les enjeux de conception de réparation et d'instrumentation.

- Du diagnostic à la réhabilitation : contractualiser & concevoir
- Concevoir et mettre en œuvre un programme d'instrumentation



Consultez le programme de l'IMGC Formation 2027 via le lien ci-dessous :

Réparation et renforcement

Un axe en développement pour répondre aux besoins croissants en matière de réparation, de renforcement et de pérennisation des ouvrages d'art :

- Gestion d'un chantier de réparation d'ouvrage d'art
- En collaboration avec le STRRES les réparateurs d'ouvrages d'art :
  - La réparation du béton armé dégradé par la corrosion
  - Les composites collés : conception, mise en œuvre et contrôles
  - Vérinage et changement d'appareils d'appui

2026 : UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR IMGC FORMATION

Après une première année consacrée au lancement de l'organisme, l'année 2026 a été marquée par l'obtention de la certification Qualiopi, le développement de notre réseau de formateurs, et l'élaboration de nouvelles offres répondant aux attentes de nos membres.

- 7 sessions de formation réalisées
- 101 professionnels formés
- 36 entreprises accompagnées
- 17 formateurs experts mobilisés

UNE DYNAMIQUE QUI SE POURSUIT EN 2027

En 2027, l'organisme continuera à enrichir et à faire évoluer son offre avec toujours le même objectif : répondre aux attentes de la profession et participer activement à la professionnalisation et à la montée en compétences des membres de IMGC

Cet organisme est une initiative collective créée par l'IMGC, il constitue un outil commun dont la réussite et le développement reposent sur votre implication en tant que membres de l'association.

Vous êtes invités à contribuer activement à sa croissance, en inscrivant vos collaborateurs, en partageant vos attentes et mettant à disposition les compétences de vos experts.

Merci à tous les membres du COPIL* pour leur implication et la richesse de leurs échanges tout au long de cette année 2026.

** Idriss Benslimane-Lavigne, Nicolas Bessoule, Bertrand Collin, Hervé Dugrenier, Michel Evariste, Sébastien Frachon, Renaud Leglise, François Lenoir, Christophe Raulet, Joséphine Tercerie*

Pascale Dumez *(INFRANEO),*
Présidente de IMGC Formation
Vice-présidente de l'IMGC

IMGC
Ingénierie de la Maintenance du Génie Civil

IMGC LA LETTRE est éditée par l'Association IMGC, Maison des Ponts, 42 rue Boissière 75116 PARIS ; Directeur de la publication : Christophe RAULET ; Comité de rédaction : Idriss BENSLIMANE-LAVIGNE, Julien DERIMAY, Pascale DUMEZ, Melanie BEAUGELIN ; Secrétaire : Virginie LORNE ; Maquette : Pavillon Noir

IMGC La Lettre

Ingénierie de la Maintenance du Génie Civil

#7
Novembre 2024



L'AVANCEMENT DE LA DÉMARCHE DE QUALIFICATION DES INSPECTEURS D'OUVRAGES

La démarche de qualification des inspecteurs d'ouvrages d'art lancée en 2022 dans un cadre partenarial public-privé se poursuit sous le pilotage d'un comité regroupant des représentants de l'État, de l'IDRRIM, du CEREMA, de l'IMGC, d'organismes professionnels et scientifiques, et de grands gestionnaires.

Le cadre institutionnel du futur dispositif s'est orienté vers la création d'un Groupement d'Intérêt Public pour l'Inspection des Ouvrages d'Art (GIPIOA). La création d'un GIP étant une prérogative du Ministère de l'Économie et des Finances, un dossier d'opportunité avec étude d'impact doit être constitué pour lui être soumis. Des échanges préalables se sont tenus cette année avec les représentants du Ministère des Finances en charge des GIP afin de leur présenter le projet de convention constitutive du GIPIOA, et les orientations retenues pour le modèle économique. Le dossier de demande de création du GIPIOA sera donc établi en tenant compte de ces premiers échanges.

En parallèle à la constitution du dossier de création, un important travail a été réalisé en 2026 pour poursuivre et formaliser le référentiel de l'inspection des ouvrages d'art, sur un large champ englobant : référentiel des compétences, catégories et niveaux de qualifications, organisation des épreuves pratiques et des jurys, repères déontologiques, contenu des formations, labellisation des organismes de formation, et définitions des différentes voies d'accès aux qualifications se basant en grande partie sur l'expérience et le parcours de formations.

Ce travail a nécessité de nombreuses réunions pour la co-construction de toutes les pièces du puzzle indispensables à la mise en bon ordre de marche de ce vaste projet qui structurera sur le long terme l'ensemble de la profession pour le bénéfice des gestionnaires, des bureaux d'études spécialisés de l'IMGC et in fine pour la sécurité des ponts et de leurs usagers.

L'objectif est qu'en 2027, la qualification soit officiellement reconnue et que les premières qualifications d'inspecteurs et de responsables d'inspections soient délivrées.

Pierre de Laclos,
Inspecteur Général Ouvrages d'Art
Chef de pôle DGITM/DMR/ENT/POA

MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS
Liberté
Égalité
Fraternité

ÉDITORIAL



Une année 2026 riche en avancées pour l'IMGC.

Cette année encore, l'IMGC a poursuivi son développement avec une activité soutenue au service des métiers de l'ingénierie de l'existant et de la maintenance des ouvrages de génie civil.

Parmi les actions structurantes engagées, les démarches de certification des opérateurs END et de qualification des inspecteurs et responsables d'inspection d'ouvrages d'art ont connu des avancées significatives. Menées en lien avec la COFREND, ainsi qu'avec le Ministère, l'IDDRIM et le CEREMA, elles constituent des étapes majeures pour la reconnaissance et l'harmonisation de nos pratiques professionnelles et devraient voir le jour courant 2027. Nous restons en contact régulier avec la COFREND afin que le dispositif final de certification des opérateurs END soit bien adapté aux réalités opérationnelles de nos membres.

L'IMGC a également renforcé sa dynamique d'innovation et d'anticipation des évolutions de la profession. Le premier webinaire de l'association consacré à l'intelligence artificielle a rencontré un vif intérêt et a permis le lancement de nouveaux groupes de réflexion dédiés aux transformations numériques de nos métiers. Dans le même esprit, un nouveau groupe de travail piloté par EDF a été créé afin de construire un modèle de données commun pour les rapports d'inspection en génie civil. Cette initiative vise à améliorer l'interopérabilité des outils, la valorisation des données et à préparer les usages futurs de l'intelligence artificielle dans nos métiers.

La formation a constitué un autre axe fort de l'année. Les premières sessions d'IMGC Formation ont confirmé l'intérêt de la profession pour une offre de formation spécialisée, conçue par et pour les acteurs de l'ingénierie de l'existant. Le catalogue s'est enrichi de nouvelles formations orientées Travaux, notamment développées en partenariat avec le STRRES.

L'association a également poursuivi son ouverture vers les nouvelles générations. Les échanges engagés avec les BUT Génie Civil ont permis d'avancer vers une convention de partenariat destinée à renforcer les liens entre le monde académique et les professionnels de la maintenance des infrastructures. Des réflexions sont par ailleurs engagées avec le CHEC autour de nouveaux parcours de formation en alternance.

Sur le plan de la vie associative, l'IMGC a continué de grandir avec l'arrivée de nouveaux adhérents et le maintien d'une forte activité de ses délégations régionales, qui multiplient les manifestations en partenariat notamment avec l'AFGC, le CEREMA, le STRRES et les FRTP.

Enfin, l'association a poursuivi ses travaux de publication et de diffusion des connaissances, avec notamment la finalisation du guide sur le diagnostic de la corrosion des ouvrages en béton armé, réalisé avec l'AFGC et le CEFRACOR, ainsi que le développement de nombreux posts Linkedin, contenus techniques, événements et actions de communication qui contribuent au rayonnement croissant de l'IMGC. Dans ce contexte, nous venons de mettre à jour notre nouveau site Internet, plus fluide, plus riche, plus pratique, sur lequel je vous invite à nous retrouver.

À l'heure où les enjeux de vieillissement de nos infrastructures, de transition climatique et de transformation numérique se renforcent, l'IMGC confirme plus que jamais son rôle de lieu d'échanges, de prospective et d'action au service de toute la profession.

Christophe Raulet *(SETEC DIADÈS),*
Président de l'IMGC

CERTIFICATIONS

LA CERTIFICATION DES OPÉRATEURS END

La COFREND (Confédération Française pour les Essais Non Destructifs) met en place, début 2027, les premiers examens pour la Certification des opérateurs END en génie civil pour la détection et le positionnement des armatures métalliques dans le béton au moyen de deux méthodes : le pachomètre (PM) et le Radar géophysique, également appelé Radar de Structure (RS).

Cette certification tierce partie, qui s'appuie sur le référentiel de la norme NF EN ISO 9712, comprendra à son lancement deux niveaux et nécessitera trois prérequis principaux : une attestation d'acuité visuelle, une obligation de formation et une durée minimale d'expérience industrielle dans la méthode.

S'agissant de la formation, dans l'objectif d'harmoniser les pratiques et d'assurer un niveau de compétences minimal pour tous les opérateurs, le comité sectoriel Génie Civil de la COFREND a souhaité mettre l'accent sur le savoir-faire lié à la mesure elle-même (40 à 50% du temps total de formation), le reste se répartissant entre les connaissances spécifiques liées aux deux méthodes et un Tronc Commun traitant des connaissances sur les structures de génie civil et le matériau béton. Ce tronc commun pourra être déduit du temps total de formation pour les personnels issus d'un cursus en génie civil.

Chaque module (Tronc commun, Spécifique et Pratique) sera sanctionné par un examen. Tous devront être réussis pour obtenir la certification (pas de compensation possible).

Pour les deux premières années du lancement de la certification, la possibilité sera offerte, pour les personnels expérimentés (possédant au moins 5 années d'expérience professionnelle dans la méthode) d'accéder directement au processus de certification Niveau 2, sans passer au préalable par le Niveau 1.

En se dotant d'une telle certification, la France contribue ainsi à crédibiliser les END du Génie Civil qui souffrent parfois d'un manque de confiance de la part des donneurs d'ordre et à valoriser les compétences. Elle rejoint de nombreux pays tels que l'Italie, l'Allemagne, la Malaisie, le Japon qui ont déjà mis en place des processus de certification similaires, pour certains depuis plusieurs années.

Pour les personnels experts souhaitant contribuer à la réussite du déploiement de cette certification, un appel à candidatures pour des examinateurs est actuellement ouvert.

L'IMGC est impliquée auprès de la COFREND pour la mise en place de cette démarche de certification professionnelle individuelle et veille à la soutenabilité de sa mise en place dans la profession.

Alexandre Boule et Jean-Paul Balayssac,
Comité Sectoriel GC de la COFREND

GROUPE DE TRAVAIL : L'IA ET NOUS

ASSOCIER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE À NOS MÉTIERS

Engagée en 2024, la réflexion de l'IMGC sur l'intelligence artificielle entre aujourd'hui dans une nouvelle phase. Après un premier travail consacré à la compréhension des technologies, à l'état de l'art et à l'identification de leurs usages possibles dans la maintenance du génie civil, l'IMGC a constitué un véritable Groupe de Travail « L'IA et nous », avec l'ambition de poursuivre cette démarche dans la durée.



Les travaux menés en **2025 et 2026** ont permis de mieux cerner les principaux outils disponibles, de réaliser une première **cartographie des solutions d'IA**, de construire une démarche d'appréciation adaptée à nos métiers et d'identifier de premières **applications professionnelles.** Ils ont également permis d'engager une réflexion sur la formation, l'accompagnement des utilisateurs et les conditions d'une utilisation pertinente de ces nouveaux outils.

Pour la période 2026-2028, le GT rassemble **19 membres** et s'organise autour de 3 axes complémentaires : **valoriser et coordonner** les travaux réalisés et faciliter leur appropriation ; **inventorier et apprécier** les outils et leurs applications ; **former et assurer une veille** sur des technologies et des usages dont l'évolution est particulièrement rapide.

Cette organisation doit permettre de passer progressivement du recensement et de l'observation à **l'expérimentation de cas d'usage concrets.** Notre objectif n'est pas de promouvoir l'intelligence artificielle pour elle-même, mais de déterminer **où et comment elle peut apporter une réelle valeur ajoutée à nos métiers** : recherche et exploitation documentaire, analyse de données, capitalisation des connaissances, assistance à la production technique, mais également applications susceptibles d'accompagner les activités d'inspection, de surveillance et de diagnostic des ouvrages.

Le partage des expériences constitue également un élément essentiel de la démarche. Les résultats des travaux ont vocation à être progressivement **capitalisés, structurés et mis à disposition des membres de l'IMGC**, afin de leur fournir des éléments d'information et d'appréciation utiles dans un domaine qui évolue très rapidement.

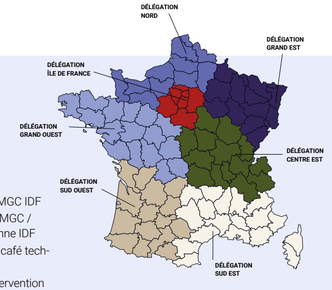
Dans cette perspective, le GT souhaite expérimenter un **environnement collaboratif intégrant l'IA.** Au-delà d'un simple espace documentaire, celui-ci pourrait faciliter le partage des connaissances, la veille, la coordination des sous-groupes et la production de synthèses, et permettre d'explorer progressivement la création d'un **assistant IA adapté aux besoins de l'IMGC.**

Notre démarche reste volontairement pragmatique et collective : **comprendre, expérimenter, apprécier et partager,** pour accompagner l'évolution de nos pratiques et associer l'intelligence artificielle à nos métiers là où elle peut être réellement utile.

Idriss Benslimane-Lavigne, Aurélie Chrétien, Baptiste Sutter, Frédéric Delrieu, Delphine Raffard, Yvon Kila
Groupe de coordination du Groupe de Travail « L'IA et nous »

AGENDA

ACTIVITÉ 2026 DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES



DÉLÉGATION SUD EST

- **Mardi 22 septembre 2026 :** visite des chantiers en cours sur les ouvrages de l'A7 organisée par MAPM, EIFFAGE Génie Civil, PCM et l'IMGC
- **Jeudi 1er octobre 2026 :** conférence ouvrages d'art : *"Adapter et gérer durablement le patrimoine d'ouvrages d'art face au changement climatique"*
  Organisé par le CEREMA Occitanie, le CD34, l'IMGC et le STRRES

DÉLÉGATION GRAND OUEST

- **Mercredi 7 octobre 2026 :** Journée technique : *"Instrumentation des Ouvrages d'Art à Rennes"*, évènement coorganisé avec l'AFGC Grand Ouest
- **Mardi 13 octobre 2026 :** *"Gestion de Patrimoine d'Ouvrages d'Art communaux et intercommunaux"* - rencontre technique régionale Bretagne à Saint Brieu, évènement coorganisé avec le STRRES, le CEREMA et la FRTP Bretagne
- **Jeudi 5 novembre 2026 :** *"Gestion de Patrimoine d'Ouvrages d'Art communaux et intercommunaux"* - rencontre technique régionale Pays de la Loire à Angers, évènement coorganisé avec le STRRES, le CEREMA et la FRTP Pays-de-Loire

ILE-DE-FRANCE

- **Septembre / octobre :** Réunion IMGC IDF
- **Octobre :** Rencontre FRTP IDF / IMGC / STRRES / CEREMA, Petite couronne IDF
- **Décembre :** Réunion IMGC IDF + café technique ouvert aux autres MOA
- **2027 :** En projet, 4 matinées d'intervention FRTP (Les canalisateurs, Syndicat Routier Départemental, STRRES et IMGC) à destination des élus

DÉLÉGATION NORD

- **Octobre :** Réunion DR Nord
- **Novembre :** rencontre locale IMGC / STRRES à la FRTP pour échanges MOE / Entreprise
- **Jeudi 19 Novembre :** rencontre étudiants / professionnels à l'IUT de Béthune

DÉLÉGATION GRAND EST

- **Vendredi 6 novembre :** Viste chantier du pont de Lamouilly (55)
- **Avant la fin de l'année (objectif),** matinée technique de sensibilisation / PNP auprès de Maires

DÉLÉGATION SUD OUEST

- **Jeudi 8 octobre :** Table Ronde avec gestionnaire OA de la Haute Garonne (Organisation CD31, STRRES/ IMGC)
- **Novembre :** Réunion IMGC Sud Ouest
- **2027 :** En projet, Organisation d'une matinée technique comme réalisé en début d'année sur le pont de Lacroix Falgarde

DÉLÉGATION CENTRE EST

- **Mardi 15 septembre,** 3ème réunion de délégation de l'année
- **Vendredi 13 novembre 2026 :** Matinée sensibilisation PNP, organisée par FRTP AURA / IMGC / STRRES / CEREMA - Annecy
- **Mercredi 9 décembre,** 4ème et dernière réunion de délégation de l'année – Election du délégué
- **Décembre :** Matinée technique commune AFGC/IMGC pour le CD 71 – chantier de Bragny

POINT SUR LE GT2

LA QUALIFICATION DES INSPECTEURS D'OUVRAGES D'ART

Suite à la lettre de mission du ministère du 24/02/2022, un comité de pilotage associant l'État, l'IDDRIM, le CEREMA et l'IMGC a retenu le Groupement d'Intérêt Public (GIP) comme structure porteuse du système de qualification des inspecteurs d'ouvrages d'art et des responsables d'inspection. Trois groupes de travail ont été constitués : le GT1, piloté par l'IDDRIM, pour définir l'organisation du système ; le GT2, piloté par le CEREMA, pour élaborer le référentiel technique ; le GT3, piloté par l'IMGC, pour définir le modèle économique.

Le GT2 a pour mission de définir l'architecture des qualifications, les compétences attendues pour chacune d'elles et les voies d'accès associées, ainsi que les modalités de formation et d'évaluation des candidats.

Les travaux de l'année écoulée ont permis de structurer le dispositif autour d'une qualification d'inspecteur généraliste, couvrant les ouvrages d'art courants en béton armé et en béton précontraint, les ponts en maçonnerie, ainsi que certaines typologies de pont en métal et de murs de soutènement.

Cette qualification constitue le prérequis à l'obtention de mentions complémentaires permettant de se spécialiser dans l'inspection d'ouvrages complexes :

- Viaducs en béton armé et précontraint,
- Ponts métalliques,
- Ouvrages à câbles,
- Murs de soutènement de la liste II,
- Tunnels et tranchées couvertes.

Une qualification de responsable d'inspection complète le dispositif.

Le syllabus de la formation d'inspecteur généraliste a été rédigé. Il couvre le cadre général de la surveillance des OA, la méthodologie de préparation et de réalisation d'une inspection, le fonctionnement des différentes familles d'ouvrages et les pathologies associées. Les syllabi de formation des responsables d'inspection et des mentions complémentaires de spécialisation sont en cours de mise au point.

Les parcours de qualification ont été précisés et sont en cours de finalisation. Différentes voies d'accès seront offertes aux candidats en fonction de leur cursus de formation (initiale, continue). La qualification sera délivrée sous réserve de la réussite d'un examen de validation des connaissances théoriques et pratiques et d'une durée minimale d'expérience professionnelle. Pour les inspecteurs déjà en activité, des voies dérogatoires seront aménagées pendant les premières années de mise en place du dispositif, permettant d'obtenir une qualification après une soutenance devant un jury associant le CEREMA et des professionnels de l'IMGC, issus des collèges bureaux d'études et maîtres d'ouvrage.

L'objectif reste de qualifier 250 inspecteurs et 150 responsables d'inspection sur les trois premières années, puis 50 et 30 par an. Les premières qualifications sont désormais attendues courant 2027.

Nicolas Bessoule *(SIXENSE ENGINEERING),*
Sébastien Frachon *(SETEC DIADÈS),*
Eric Helin *(IXO),*
Membres du groupe de coordination du GT2
GIP Ouvrages d'Art

DOSSIER

CHANGEMENT CLIMATIQUE : IDENTIFIER LES VULNÉRABILITÉS DE NOS INFRASTRUCTURES



Le groupe de réflexion consacré à l'adaptation des infrastructures au changement climatique est né d'un constat : les gestionnaires doivent intégrer l'évolution des aléas climatiques dans l'évaluation des risques auxquels leurs ouvrages sont exposés.

Ces dernières années, les épisodes de crue ont particulièrement mis en évidence certaines vulnérabilités des ouvrages d'art, notamment les phénomènes d'affouillement des fondations. L'année 2026 rappelle toutefois que les effets du changement climatique ne se limitent pas à l'occurrence d'aléas hydrauliques plus intenses et plus fréquents. Les épisodes de fortes chaleurs et les feux de forêt observés en France cet été soulignent d'autres enjeux pour les infrastructures : phénomènes de dilatation extrême des structures et des réseaux, dégradation des couches de roulement et des systèmes d'étanchéité, ou encore maintien de la disponibilité des ouvrages pour les véhicules d'intervention.

Dans ce contexte, le groupe poursuit ses travaux autour de deux axes complémentaires. Le premier consiste à définir une méthode d'analyse des risques venant compléter celle développée par le GT7 dans le livret 2, afin de mieux intégrer les effets du changement climatique dans l'évaluation des risques. Le second vise à constituer une boîte à outils à destination des gestionnaires et des maîtres d'œuvre, pour accompagner l'évolution des pratiques de surveillance et d'entretien courant et identifier les adaptations susceptibles de réduire la vulnérabilité des infrastructures.

L'enjeu est de disposer, à terme, d'une démarche pragmatique et d'outils opérationnels permettant aux acteurs de la gestion des infrastructures de mieux anticiper les évolutions climatiques et d'adapter leurs pratiques en conséquence.

Julien Derimay *(SANEF / ASFA)*
Vice-président de l'IMGC
Pilote du groupe de réflexion consacré à l'adaptation des infrastructures au changement climatique

PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT GCCD / IMGC

Le BUT Génie Civil Construction Durable est une formation attrayante pour les jeunes et intéressantes pour les adhérents de l'IMGC. Nombreux sont ceux parmi nos membres qui sont professeurs vacataires dans ces IUT ou qui participent tous les ans aux diverses manifestions proposées (Journées Portes Ouvertes, Job Dating, ...). Ces manifestations permettent de présenter l'IMGC et ses adhérents et les métiers de la réparation et de l'entretien du Génie Civil. Pour nos sociétés, c'est une réelle opportunité de se faire connaitre, d'embaucher des diplômés ou de recruter des stagiaires.

Ces IUT Génie Civil se sont regroupés au niveau national au sein d'une association l'ACD GCCD, (l'Assemblée des Chefs de Départements Génie Civil Construction Durable). Cette association regroupe les responsables des départements dispensant le BUT (Bachelor Universitaire de Technologie) GCCD au sein des IUT (Instituts Universitaires de Technologie) en France. Cette assemblée sert de réseau d'échanges pour faire le lien entre les différents IUT du territoire proposant la spécialité, travaille à l'harmonisation des pratiques pédagogiques et à l'évolution des programmes.

Au cours de leur dernière réunion nationale annuelle, qui s'est déroulée en mai à Marseille, Christophe Raulet a été invité à présenter l'IMGC, ses activités et les métiers liés à la spécialité. Ayant des intérêts communs, cette prise de contact nous a permis de leur proposer un projet de Convention de partenariat ACD GCCD / IMGC qui a pour but le rapprochement de nos deux associations, mais aussi de valider un certain nombre d'actions et d'échanges (contenu des programmes de cours dédiés à la maintenance du génie civil, modalités de mécénat d'entreprises, conférences, innovations, offres et demandes de stages, alternance, liens avec nos délégations,...).

Il est prévu que l'interlocuteur de chaque IUT GCCD soit le Délégué Régional ou un membre de la Délégation régionale désigné. Ces opportunités sont à l'étude, et promettent de belles avancées à l'avenir.

Michel Garcia, *Délégué national*



